

NON



AU PERMIS DE TUER



LE 19 SEPTEMBRE 2026

MARCHE UNITAIRE À LORIENT

13H PLACE ARISTIDE BRIAND

RDV POUVANT ÉVOLUER, VÉRIFIER LES INFOS : [HTTPS://LINKTR.EE/LORIENTPOPULAIRE](https://linktr.ee/LORIENTPOPULAIRE)

PREMIÈRES ORGANISATIONS SIGNATAIRES LOCALEMENT :

AFPS du Pays de Lorient, Assemblée des Quartiers 56, CGT, CGT Chômeurs Rebelles et Précaires, Cimade, Les Écologistes, Lanester En Commun La France insoumise (LFI), FSU56, Mouvement de la Paix 56, Nous Toutes, Nouveau Parti Anticapitaliste-l'Anticapitaliste (NPA-A), Organisation de Solidarité Trans (OST), Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG), Solidaires 56, Solidarités & Racines, Union Communiste Libertaire Lorient (UCL)...



N **N AU PERMIS DE TUER**

19 ET 20 SEPTEMBRE 2026

MARCHE NATIONALE UNITAIRE PARTOUT EN FRANCE

19 SEPTEMBRE À LORIENT 13H PLACE ARISTIDE BRIAND

RDV POUVANT ÉVOLUER, VÉRIFIER LES INFOS : [HTTPS://LINKTR.EE/LORIENTPOPULAIRE](https://linktr.ee/LORIENTPOPULAIRE)

Plus de 730 000 personnes ont signé la pétition contre la proposition de loi instaurant une présomption d'usage légitime de l'arme. Si ce chiffre suffisait à ouvrir un débat à l'Assemblée ; la pétition a été clôturée sans discussion.

Refuser d'entendre 730 000 citoyens est un choix politique.

Ce refus montre que l'État de droit recule par étapes et que les pratiques autoritaires commencent lorsque le droit cesse de limiter le recours à la force de l'État.

Depuis 2017 et l'adoption de l'article L.435-1 du Code de la sécurité intérieure, au moins trente-cinq occupants de véhicules ont été tués par des tirs policiers lors de refus d'obtempérer, sans bilan dressé. La proposition de loi n°691 vient approfondir ce cadre en créant une protection des policiers telle qu'après un tir mortel il n'y aura plus d'enquête, plus de placement du policier en garde-à-vue, pas de collecte de preuves. C'est l'impunité que ce texte renforce. La garde à vue n'est pas une sanction, mais un acte d'enquête qui permet d'empêcher la concertation des suspects pour rechercher la vérité. Cette loi viendrait imposer la vérité : le policier a toujours eu raison de tirer.

Nous sommes nombreux et organisés : familles de victimes, associations, syndicats, ONG, juristes, magistrats, universitaires, artistes et citoyens. Nous partageons une même conviction : **l'usage de la force létale ne peut échapper au contrôle du droit.**

Les 19 et 20 septembre 2026, le débat refusé aura lieu dans la rue.

Construisons un rapport de force.

REJOIGNEZ LA MARCHE

Pour retrouver les villes mobilisées, les lieux et les horaires, rendez-vous sur notre page :

